

Philippe Conte

Pour sortir de l'impasse écologique



POUR SORTIR DE L'IMPASSE ÉCOLOGIQUE

Avec le soutien du



www.centrenationaldulivre.fr

© 2008, Groupe Artège, ISBN 9782 9160 534 00

Tous droits de traduction,
d'adaptation et de reproduction
réservés pour tous pays.

© Groupe Artège

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

glaciers s'effondrant dans la mer ou d'ours blancs à la dérive sur leur glaçon ont un impact beaucoup plus fort que toutes les démonstrations scientifiques.

De même, toutes les techniques hypercritiques utilisées pour dénoncer « le complot », « le bourrage de crâne », peuvent aisément ruiner les efforts pédagogiques des chercheurs qui tentent de sensibiliser les populations aux conséquences néfastes de notre mode de développement.

La situation où nous sommes n'est toutefois pas telle qu'elle décourage tout effort de compréhension et d'action : pour sortir de l'impasse, une culture scientifique est nécessaire (sans prétendre à une expertise pointue), ainsi qu'une bonne connaissance des débats qui mobilisent la communauté scientifique et du contexte épistémologique dans lequel ils prennent place.

Il est surtout essentiel de redonner une perspective authentiquement humaine¹⁶ à ces savoirs. Le rétablissement des connexions entre les différents aspects de la vie est source de vérité ; en effet, plus une hypothèse est explicative et rend compte d'aspects divers, plus on doit considérer qu'elle s'approche de la vérité car celle-ci est par essence multiforme. Les savoirs scientifiques doivent donc impérativement être lus à la lumière des connaissances philosophiques, sociologiques et théologiques. Une compréhension correcte exige également la prise en compte de l'état général de la société, la science ne répondant (sauf exception) qu'aux questions que la société dans son ensemble considère comme utiles et légitimes.

2. Réchauffement climatique

LE RÉCHAUFFEMENT GLOBAL, ou changement climatique suivant la terminologie retenue, est dû à l'augmentation du phénomène appelé effet de serre. Celui-ci est provoqué par le comportement différencié des gaz relativement aux différentes longueurs d'ondes de la lumière. Ainsi, le gaz carbonique¹⁷ laisse passer la plus grande part des photons dont le niveau énergétique est celui de la lumière visible, alors qu'il interagit fortement avec ceux du domaine infrarouge. L'énergie est donc transportée du soleil vers le sol sans entrave majeure, mais lorsque la lumière visible frappe le sol, son niveau énergétique baisse : le sol absorbe une partie de cette énergie sous forme de chaleur. La lumière visible devient alors rayonnement infrarouge. Lorsque celui-ci repart vers l'espace, il est en partie capté par le CO₂, ce qui entraîne une augmentation de la température atmosphérique. À son niveau ordinaire, ce phénomène a été mis en évidence par le savant suédois Arénus au XIX^e siècle. Tel quel, ce phénomène garantissait à la Terre une température moyenne acceptable puisque, sans effet de serre, la température terrestre serait de 18 °C inférieure à zéro. À son niveau actuel, le phénomène entraîne ce réchauffement global qui soulève tant de débats. Il faut insister sur l'écart important des températures (de presque 40 °C) provoqué par les 250 ppm¹⁸ de CO₂ préindustriels, ce qui répond par avance à un des arguments des sceptiques sur la faible quantité de gaz à effet de serre émis par l'homme par rapport à la masse totale de l'atmosphère.

En fait, le réchauffement en tant que tel n'est plus mis en doute aujourd'hui par les climatologues. Toutefois, son ampleur, son exceptionnalité et surtout son origine font l'objet d'après

controverses. Celles-ci se déploient principalement dans la presse grand public ; elles n'apparaissent que peu dans les publications scientifiques. Certains chercheurs intéressés par d'autres questions que la climatologie interfèrent parfois dans ce débat ; ainsi, l'historien Emmanuel Leroy-Ladurie met en avant l'optimum médiéval comme preuve de l'existence de phénomènes similaires dans le passé. On en conclut parfois que le réchauffement actuellement constaté n'a rien d'exceptionnel. Pourtant, l'optimum médiéval n'a eu ni la même ampleur ni l'extension planétaire du réchauffement actuel¹⁹. De même, le géochimiste Claude Allègre a occupé un temps le paysage médiatique par des déclarations fracassantes, qui ne mettent pourtant en doute ni le réchauffement global, ni l'origine humaine de l'augmentation de la teneur en gaz carbonique de l'atmosphère²⁰. Si ces opinions sur les autres aspects des scénarii du GIEC ne sont pas toutes inintéressantes, elles semblent toutefois peu fondées scientifiquement.

La vigueur de ces débats focalise l'attention sur le changement climatique. C'est à partir de lui que s'oriente une bonne partie de la problématique environnementale. Toutefois, dans la sphère scientifique de la climatologie, la quasi-totalité des publications admettent les points suivants :

- Le réchauffement observé depuis près d'un siècle est sans précédent dans l'histoire « récente » de la planète. La glaciologie polaire montre de manière convaincante que depuis 420 000 ans jamais le climat n'a été aussi chaud²¹. On observe une corrélation étroite entre le réchauffement observé et l'augmentation de la teneur en gaz à effet de serre (en particulier en dioxyde de carbone) dans l'atmosphère. On est ainsi passé en un siècle environ de 250 à 380 ppm de CO₂ ! Cette corrélation, en même temps que les équations de la thermodynamique, plaide

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

tranchées, certaines prises de position engagent pourtant peu ceux qui les expriment : « Il faut sauvegarder la forêt amazonienne », « sauvons les bébés phoques », etc.

Pourtant, il ne s'agit là que des causes immédiates, lesquelles ont en outre, pour notre société hantée par le quantitatif, l'avantage d'être mesurables. La disparition de la forêt tropicale se mesure à partir des données satellites ; le « stock » de poissons s'évalue ; la diffusion de *caulerpa taxifolia*³⁶ se cartographie ; la pollution est mesurée de façon de plus en plus poussée et régulière ; le changement climatique est surveillé avec une sollicitude qui dépasse celle d'un médecin pour son malade. Quantifiables, ces causes directes cachent finalement les causes profondes qui, elles, relèvent de l'analyse des choix sociaux et politiques qui sont souvent eux-mêmes surdéterminés par l'athéisme dominant et le matérialisme philosophique généralisé de notre civilisation. Max Weber a montré depuis longtemps comment l'universel rationalisme pousse à cette quantification permanente de tous les aspects de la vie, à leur « rationnelle » comptabilité. Il parlait de désenchantement du monde ; on pourrait plus justement évoquer un dessèchement, par lequel on devient incapable d'appréhender l'origine profonde du recul de la vie dans tous ses aspects.

Un exemple illustre parfaitement que cette « érosion du vivant », comme disent les zoologistes, a des fondements bien plus profonds que les causes immédiates qui ont été évoquées plus haut. On pourrait croire que la réduction drastique du nombre d'espèces ne touche que la faune sauvage soumise à des modifications trop profondes et trop rapides de son milieu. Il n'en est rien ! La FAO a recensé 6 300 races faisant l'objet d'élevage sur la planète entière. Parmi elles 1350 sont directement menacées d'extinction. Il en va de même pour les

espèces végétales cultivées. Les scientifiques lancent maints cris d'alerte devant ces pertes irréversibles du patrimoine génétique sans parvenir à l'arrêter. Au travers de la planète, les mêmes races deviennent dominantes : on trouve des vaches charolaises dans 70 pays, du Mexique à la Nouvelle-Zélande. La FAO (qui par ailleurs déplore la perte de patrimoine génétique !) se félicite de voir les « variétés modernes » de riz passer de 30 % à 74 % des surfaces cultivées entre 1970 et 1990³⁷, évolution qui permet d'atteindre une augmentation des rendements. Exemple frappant de la schizophrénie des organisations internationales au sein desquelles les commissions qui étudient des problèmes connexes ne communiquent manifestement pas assez.

Cet aspect de ce qu'il est convenu d'appeler globalisation pousse à l'uniformisation. Ses moteurs sont, bien entendu, la recherche de rentabilité à cours terme, mais surtout la prédominance des schémas mentaux et intellectuels du positivisme occidental et la recherche d'avantages immédiats sans volonté d'appréhender les conséquences plus lointaines. Des schémas semblables à ceux qui privilégient cette économie uniformisée et standardisée rendue nécessaire par le transport sont encore à l'œuvre. Les décideurs bruxellois ou d'ailleurs, les groupes privés de l'agroalimentaire ou les producteurs sont prisonniers de leurs outils d'évaluation et ne cherchent pas à envisager les conséquences de leur choix pour le bien commun de l'humanité ou simplement de leur pays. Il faut bien comprendre que cette attitude n'est pas principalement la conséquence d'un égoïsme étroit, mais plutôt d'un défaut de concepts et de solutions alternatives. Un choix différent est même souvent rendu concrètement impossible aux acteurs économiques, tant les contraintes de production et de distribution sont devenues rigoureuses. Telle variété ancienne de

pommes se trouve exclue car elle supporte mal les longs voyages en camion (toujours le transport !) telle autre parce qu'elle ne correspond pas aux critères habituels de calibrage. On voit combien le souci de normalisation, d'administration de l'économie, les démarches mondiales de standardisations (systématiquement encouragées par les institutions supranationales, l'OMC, l'Union Européenne, etc.) lorsqu'elles s'appliquent au vivant, ont pour conséquence directe cette pression constante et générale qui conduit inéluctablement à un appauvrissement de la diversité de celui-ci. Dans ce domaine, comme dans celui du réchauffement climatique, notre société technocentrée élabore de fausses solutions. Ainsi après avoir contribué fortement à la perte irréversible du patrimoine génétique des espèces végétales cultivées en standardisant les semences, les grandes firmes agronomiques le « réenrichissent » en introduisant une fraction du génome d'un bacille³⁸ !

On voit, par ce rapprochement, combien les OGM ne correspondent pas à une démarche satisfaisante d'amélioration mais, au contraire, à une ubuesque manipulation du vivant provoquée par l'incapacité collective à y voir la richesse que Dieu a introduite dans l'ensemble de sa création. On devrait plutôt s'orienter vers une approche privilégiant l'approfondissement de la connaissance des variétés existantes cultivées ou naturelles et une amélioration selon le procédé bien connu (mais plus lent, point capital) de la sélection. Cela correspondrait bien plus à une démarche respectueuse de la création. Dans un cas, on la force, on la violente ; dans l'autre, on l'accepte comme une donnée qui n'exclut pas un travail de transformation. La question se pose à nouveau : l'homme répond-il ainsi à sa vocation ? Garde-t-il et cultive-t-il le jardin ?

Le vivant n'est pas seulement menacé par ces agressions

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

héréditaire, la France a, dans sa grande Révolution, détruit le féodalisme et donné à la domination de la bourgeoisie un caractère de pureté classique qu'aucun autre pays n'a atteint en Europe. De même, la lutte du prolétariat qui s'éveille contre la bourgeoisie régnante y revêt des formes aiguës, inconnues ailleurs ». Sans reprendre à notre compte les conséquences envisagées par l'auteur, on est frappé par la justesse de l'analyse dans laquelle il faut voir le goût français pour des problématiques clairement conçues et énoncées.

Ainsi, nous autres Français avons pour ainsi dire porté à sa perfection cette idéologie de rupture avec la transcendance, elle a chez nous cette « forme aiguë inconnue ailleurs ». Le corollaire de cette cassure est fort logiquement le renoncement au sens, la survenance du règne de l'absurde qui est bien une des marques les plus constantes de la production culturelle française durant le XX^e siècle, à Droite comme à Gauche.

Autre point de basculement des représentations sociales : mai 68. Là encore, la pertinence de l'analyse d'Engels est évidente : c'est en effet dans notre pays que ce mouvement a pris le tour le plus radical et a eu les conséquences les plus profondes ; conséquences qui marquent encore notre société dans bien des aspects. Il est aujourd'hui banal de voir en mai 68 ce virage social, cependant c'est la plupart du temps pour y reconnaître ce vaste mouvement de libéralisation qui marquerait l'histoire de l'humanité depuis les Lumières. C'est souvent le propos des « anciens combattants » qui leur permet de justifier a posteriori leur évolution du gauchisme vers la gauche caviar. Ils mettent particulièrement en évidence l'apport de Mai dans la libéralisation des mœurs et l'égalité homme/femme. D'autres⁵³ insistent sur la convergence du combat étudiantin et celui des salariés en décrivant le plus grand mouvement de grève en

France. Ce parallélisme de circonstance permet de donner un cachet démocratique au mouvement. Pourtant, le recours aux classes populaires pour faire nombre est une vieille stratégie déjà utilisée par les révolutions bourgeoises du XVII^e au XIX^e siècle !

De manière symétrique, l'« esprit de mai » a été également critiqué récemment par Henri Guaino tout au long de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007. Il appelait à sortir de mai 68 pour reconstruire une forme d'autorité. Cette démarche est pour le moins paradoxale chez une équipe dont la prise du pouvoir a été réalisée par une application rigoureuse des recettes propres à notre société de communication, dont la consécration est le produit direct de ce même « esprit de mai ». De plus, cette approche, pertinente sur certains points, s'égaré pourtant dans une impasse majeure en laissant définitivement de côté les causes réelles de ce mouvement et de ses suites.

Les nombreuses réactions suscitées par ce discours montrent cependant que le conflit est encore mal éteint. Mais qui ce conflit oppose-t-il ? Quelle est la nature et quels sont les protagonistes de cet affrontement ? Il s'agit clairement d'une lutte interne aux classes dirigeantes pour établir de nouvelles modalités d'exercice du pouvoir. En effet, la fin de l'autorité, qui était comme contenue dans le mouvement de sécularisation initié par la Réforme et les Lumières, nécessitait une nouvelle forme de contrôle. Une fraction des classes dirigeantes a conçu au cours des années cinquante et soixante une nouvelle modalité de domination basée sur la persuasion et l'influence ; ceci impliquait le déferlement des techniques de communication qui ont littéralement explosé et envahi tout le champ social à cette époque. Il y eut donc à ce moment-là substitution des modes de contrôle social et politique et un renouvellement du personnel

dirigeant symbolisé par le départ (très rapide après mai) du général De Gaulle.

Ces techniques de communication reprennent largement celles de la propagande de guerre. Elles permettent d'asseoir sur le « consentement », voire le consensus, les positions les plus aberrantes. Nulles limites ! Car comme l'a montré Michel Schooyans⁵⁴, cette recherche de consensus sous-entend, non plus l'adhésion commune à une vérité, mais un processus destiné à établir la vérité à partir du jugement concordant des hommes. Renversement tout bonnement ahurissant... Il s'agit de s'assurer par tous les moyens de cette adhésion, quitte à relayer au second plan la notion même de réalité.

Quel champ s'ouvre ainsi à l'activité des lobbies ! À chacun sa chance de construire sa « réalité » ; à chacun de faire accroire à la majorité qu'il détient la vérité, jusqu'au moment où un autre lobby, mieux organisé et plus puissant ne vienne substituer une nouvelle vérité à l'ancienne. Ainsi en est-il du réchauffement climatique. Un certain nombre de *think-tanks* anglo-saxons s'emploient, financés par qui on sait, à reconstruire un monde dans lequel l'émission du CO² devient une bonne action !

Dans ce désordre généralisé se trouve l'origine du trouble de notre relation avec la création. Les cités ne peuvent se fixer n'importe quelle règle sans référence à celles qui régissent la création. Le droit naturel existe et les lois de la nature préexistent à la connaissance que nous en avons.

Il n'est donc par surprenant, mais au contraire fort logique, que les philosophes qui ont préparé mai 68 et qui sont encore, de façon plus ou moins souterraine, les maîtres à penser de notre époque, aient été marqués par une méconnaissance profonde des réalités naturelles telles qu'elles sont décrites par les sciences « dures », méconnaissance provoquée par un désintérêt

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

6. Les limites intrinsèques des solutions environnementalistes

LES « SOLUTIONS » COURAMMENT MISES EN AVANT par la classe politique ou la mouvance écologiste peuvent être divisées en deux catégories. Ces catégories, on l'aura deviné, découlent des fondements matérialistes qui prévalent dans nos pays ! Il y a les « solutions » économiques et les « solutions » techniques. Les unes comme les autres sont pourtant des impasses.

Les écologistes les plus extrémistes ont, dans cette nouvelle veine idéologique, cherché des arguments pour attaquer un système économique libéral qu'ils condamnent par principe. Leur remise en cause de l'économie de marché est ainsi basée sur le recyclage (réussi celui-là) des solutions de type soviétique. Ainsi chez les Verts, on parle d'état social et non plus d'état socialiste ! Nuance fort ténue. Pourtant, il ne devrait plus être nécessaire, après 1991, de prouver le désastre qu'a constitué l'économie à planification centralisée ; toute étatisation de l'économie se traduit immanquablement par une gestion de la pénurie. Les altermondialistes semblent frappés d'une étrange amnésie et ignorer les leçons tragiques de l'Histoire. Il faut donc encore rappeler pourquoi le principe de la libre entreprise n'est pas négociable. Pour un catholique conséquent, celui-ci n'est pas fondé sur la propriété privée qui est, il faut le rappeler avec force, seconde par rapport à la recherche du bien commun. Le compendium de la doctrine sociale de l'Église⁷⁰ affirme clairement :

« La tradition chrétienne n'a jamais reconnu le droit à la propriété privée

comme absolu ni intouchable. (...) Le droit à la propriété est subordonné à celui de l'usage commun ». C'est la liberté ou plus exactement l'autonomie de la personne qui est la source de la propriété privée comme de l'économie de libre entreprise.

« Chacun a le droit d'initiative économique, chacun usera légitimement de ses talents pour contribuer à une abondance profitable à tous, et pour recueillir les justes fruits de ses efforts. (...) L'expérience nous montre que la négation de ce droit ou sa limitation au nom d'une prétendue égalité de tous dans la société réduit, quand elle ne le détruit pas en fait, l'esprit d'initiative, c'est-à-dire la personnalité créative du citoyen »⁷¹.

Il s'ensuit que toute réglementation qui aurait pour objet l'encadrement de ce droit essentiel ne doit en aucun cas conduire à en restreindre l'étendue mais au contraire, suivant le principe de subsidiarité, à l'encourager et à le soutenir. Cet élan créatif est, depuis l'aube des temps, un moteur de l'authentique progrès humain. C'est par aveuglement idéologique que les altermondialistes ne peuvent distinguer entre les abus provoqués de certains (que nous devons sans ambiguïté continuer à appeler le péché) et le principe lui-même. Compter sur « l'État social » pour éponger les difficultés, c'est revenir à des solutions qui ont fait clairement la preuve de leur inefficacité et de leur danger.

La décroissance est l'autre concept fabuleux qui devrait, selon certains, nous faire sortir de la crise... Sœur jumelle de la croissance, elle en a les mêmes fondements et les mêmes instruments de mesure. Toujours le même présupposé erroné qui place l'économie au centre du devenir de l'humanité. Le matérialisme étrangement marié au platonisme produit donc toujours les mêmes effets délétères. Économisme et idéologie conduisent ainsi, quelle que soit la valeur personnelle de ceux qui s'y réfèrent, aux mêmes apories. Le progrès humain a, en vérité, d'autres sources. Jean-Paul II déclarait : « Le progrès de la société humaine est directement lié aux progrès de la culture »⁷². C'est bien évidemment dans cette direction que les solutions doivent être imaginées. Dans les injonctions « consommer moins » et « consommer plus », c'est toujours la consommation qui est centrale, la même réification du vivant qui s'observe, le même matérialisme historique avec ses fausses solutions !

Parmi celles-ci, l'attention quasi exclusive portée à la politique énergétique est la plus fréquente. L'écologie politique en premier, suivie très rapidement par l'ensemble de la classe politique – au moins pour le discours – a construit ses solutions alternatives essentiellement sur ce qu'il est convenu d'appeler les énergies nouvelles. Depuis de nombreuses années, on nous affirme à longueur d'articles et sur toutes les antennes qu'il suffirait de déjouer le complot des pétroliers pour entrer dans l'âge de l'énergie propre et renouvelable. Bien sûr, il n'en est rien. Des nombreuses filières énergétiques qui ont été imaginées par les hommes, peu font encore bonne figure à l'aube d'un XXI^e siècle qui devra se construire sans le pétrole abondant et bon marché que nous avons connu. Même sans prendre en compte la problématique des émissions des gaz à effet de serre, les réserves

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

d'utilisateur de ce bien. Lorsque Ulysse arrive chez Alcinoos, la reine de Phéacie reconnaît la tunique qu'il porte parce qu'elle l'a tissée elle-même dans sa demeure. Aujourd'hui la quasi-totalité des vêtements mondiaux sont fabriqués en Chine. Voilà les deux extrêmes. Voilà où mène de façon inéluctable une marchandisation pragmatique. En effet, les règles matérielles de la production industrielle poussent vers les économies d'échelle et la spécialisation. Plus une usine gagne en moyens matériels, plus les coûts fixes tendent à diminuer, proportionnellement à la quantité produite. Il est évident que ce phénomène a été déterminant dans la hausse du niveau de vie provoquée par l'industrialisation des sociétés européennes, mais malheureusement les phénomènes d'équilibrage sont des processus de long terme qui ne se sont pas déployés en totalité ; toutefois les atteintes à l'environnement et les déséquilibres sociaux sont devenus si graves qu'il est aujourd'hui impossible de les ignorer. Le rééquilibrage survient quand on ne l'attendait plus !

Une partie importante de la « croissance » provient de ce mécanisme de marchandisation. Si une ménagère cesse de fabriquer elle-même ses lasagnes pour acheter celles d'une entreprise de surgelés, elle provoque une hausse du PNB ! Ceci se traduit par une hausse de la croissance au sens des économistes libéraux ; il n'y a pourtant eu aucune création de richesse nouvelle mais simplement modification du mode de production du bien avec un accroissement de la demande de transport : acheminement des ingrédients (et ce depuis des distances de plus en plus importantes en raison de la recherche de fournisseurs compétitifs), acheminement des emballages, consommation énergétique de la chaîne du froid, évacuation puis destruction des déchets (toujours les emballages). La production de déchets croît ainsi régulièrement au rythme de la

commercialisation de produits de plus en plus complexes. Elle est ainsi passée en France de 17 à 24 millions de tonnes par an entre 1995 et 2004⁹⁰.

Jean-Didier Lecaillon distingue justement la notion de famille de celle de ménage⁹¹ retenue habituellement par les économistes. Il introduit ainsi la notion fondamentale de production de richesse par la famille. À l'inverse des ménages qui sont considérés comme les unités de consommation pures, les familles, elles, produisent des richesses. Richesses matérielles, les lasagnes on l'a vu, mais aussi – et peut-être principalement – richesses immatérielles dont essentiellement le service de l'éducation des enfants. Mais le schéma toujours plus prégnant de la marchandisation s'insinue y compris dans cette dernière forteresse. L'éducation tend à s'externaliser de la famille (crèches, scolarisation précoce,...) suivant en cela encore le modèle analogue des entreprises qui externalisent tant de branches d'activités qu'elles se transforment en pures holdings financières. La procréation elle-même peut subir le même sort sous les coups de boutoir sans cesse renouvelés de l'idéologie du *gender* combinée aux « progrès » des biotechnologies.

Cette marchandisation dévorante n'a été rendue possible que par un autre phénomène de masse : la concentration de la production industrielle. On l'a déjà dit, le coût anormalement bas du transport conduit à une spécialisation de la production. Il s'en suit inévitablement une nouvelle augmentation de la demande de transport pour acheminer les matières premières et les produits semi-finis vers les sites de production. Dans toute la chaîne les effets de masse jouent à plein !

Les navires porte-conteneurs sont toujours plus gros⁹², ils nécessitent des installations de transbordement toujours plus performantes dont seuls les ports les plus considérables peuvent

disposer, ce qui renforce la concentration du trafic favorable à une utilisation de gros navires... Il s'ensuit des aberrations dans la structure des échanges. Ainsi la région Normandie reçoit plus de conteneurs de Rotterdam que du Havre !

Cette course aux économies d'échelle, cette concentration tous azimuts produit, comme nous l'avons vu pour l'élevage du porc, une concentration équivalente des nuisances et des pollutions, à la fois sur les sites d'extraction des matières premières, dans les zones de cultures agro-industrielles, sur les sites de productions eux-mêmes, le tout étant couronné par une boulimie d'énergie pour le transport. Il faut bien comprendre que ces phénomènes de concentration, que l'on nomme à tort mondialisation, sont autoalimentés, et tendent à se conforter les uns les autres. La consommation alimente la concentration et la marchandisation, qui alimentent elles-mêmes la baisse des coûts de production qui alimente à son tour la consommation.

Les régulations chères aux économistes libéraux existent ; mais le temps nécessaire à l'activation des contrepoids implique de laisser sur la route un nombre de plus en plus important de cadavres et l'accroissement des déséquilibres ainsi créés laisse présager un retour de balancier « un peu » violent.

Il faut conclure en rappelant que c'est bien pour corriger ces désordres actuels qu'il est impérieux d'agir. Ce n'est pas essentiellement parce que nous mettons en danger les générations futures : il n'est pas sûr d'ailleurs qu'elles existeront et dans tous les cas nous ne savons pas quels seront leurs besoins. La nécessité de s'extraire du consumérisme tient à sa malignité actuelle, non à ses conséquences lointaines. Il est mauvais dès aujourd'hui ! Inutile de chercher à le modérer, il faut en sortir !

L'urgence de cette sortie nous est indiquée par les coûts environnementaux et sociaux de cette dérive sans fin. William

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

aliénation et cette oppression au bilan déjà funeste.

9. Pourquoi une doctrine sociale dans l'enseignement de l'Église

PEUT-ÊTRE S'ÉTONNERA-T-ON que la doctrine sociale de l'Église présentée ici comme le remède à la crise soit de rédaction si récente, presque « sortie de la tiare pontificale » lors de l'émergence de la question ouvrière à la fin du XIX^e siècle. *Rerum novarum*¹⁰⁸, lettre encyclique de Léon XIII qui inaugure la longue série d'encycliques sociales, a été promulguée le 15 mai 1891 au moment où la catastrophe sociale (et environnementale, bien qu'on n'en parlât pas encore) provoquée par les idées libérales devenait patente. Pourtant le Saint-père n'invente rien. Tout est déjà dans l'enseignement du Christ, dans l'enseignement de l'Église depuis la patristique. Sa racine est purement théologique ; elle est dans les rapports mystérieux qu'entretiennent entre elles les personnes divines qui forment déjà une société ! Roland Hureaux a écrit¹⁰⁹ : « C'est l'amour trinitaire qui est à la base de la doctrine sociale. » Il est assez évident qu'aujourd'hui les catholiques doivent encore fortement progresser dans cette prise de conscience : la doctrine sociale est l'outil de mise en œuvre pratique de la charité. À ce titre, elle est inséparable d'un vrai progrès spirituel. Elle est également le cadre, avec la liturgie, d'une indispensable pratique collective. Le Saint-père affirme : « L'Église aussi, en tant que communauté, doit pratiquer l'amour. En conséquence, l'amour a aussi besoin d'organisation comme présupposé pour un service communautaire ordonné »¹¹⁰. Pourquoi donc a-t-il fallu attendre le XIX^e siècle pour que la construction de la doctrine sociale, dans son acception étroite, ait paru indispensable ? Pour que la nécessité de cette organisation soit affirmée avec cette force ? Si

l'Église et son enseignement n'ont pas changé, quelles sont donc ces « choses nouvelles » ? Il apparaît que le Magistère réagit alors à deux phénomènes connexes.

Le premier est, on l'a dit, la paupérisation extrêmement rapide des ouvriers et la massification d'ampleur, jusqu'alors inégalée, de la condition ouvrière. Le premier capitalisme des ateliers laisse la place aux industriels qui regroupent et organisent les ouvriers pour les besoins de la production. Un premier exode massif jette alors des millions d'hommes, de femmes et d'enfants vers les cités ouvrières où les conditions de vie sont effroyables. Des catholiques engagés sur le terrain depuis de nombreuses années¹¹¹ pour guérir ce fléau, étaient dans l'attente d'un cadre doctrinal pour guider et appuyer leur action. Le malheur si évident des classes populaires ne semblait pas avoir d'auteur direct et paraissait une modalité neuve du mal. Un mal social.

Le deuxième phénomène était la sécularisation de la société jusqu'alors clairement chrétienne. Jusqu'à ce siècle de fer, il était évident que toute problématique devait s'analyser dans le cadre chrétien. Mais à ce moment historique, l'impact des idées des révolutions, la puissance croissante de la franc-maçonnerie, l'enracinement d'un socialisme athée, la tentative globale de construire un monde social totalement indépendant de la sphère religieuse, tout cela a conduit le Saint-Siège à réagir face à ce qu'il appelait le laïcisme¹¹².

Il démontra que l'autonomisation, légitime jusqu'à un certain point, de la sphère politique avait des limites infranchissables sauf à corrompre la société elle-même.

Dans son encyclique, Benoît XVI décrit la conjonction de ces deux phénomènes de manière particulièrement percutante :

« D'un point de vue historique, la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

11. Aperçus pour un modèle social chrétien

LE CHEMIN VERS LA VÉRITÉ ET LA LIBERTÉ, vers cette société pleinement humaine doit nécessairement débiter par une conversion personnelle. Est-il utile de rappeler que celle-ci ne saurait être suffisante ? Elle doit avoir une signification sociale, sauf à pécher contre la vertu de charité. Il est aujourd'hui courant, après l'effondrement de tous les messianismes athées, de considérer que la situation de l'humanité n'est pas fondamentalement modifiable. La seule perspective qui nous est laissée s'inscrit dans les registres de la peur et de l'isolement. Pour cesser de souffrir, chacun doit se replier dans son cocon technologique que l'univers numérique peut construire autour de lui. Mais cette fausse sécurité est atteinte au détriment de la liberté ! Cette fausse sécurité nous place dans un système complexe de dépendances. Sommes-nous voués à cette addiction technologique qui nous détruit et qui détruit en même temps notre relation au réel et à la création toute entière ? Notre futur est-il de naître dans un utérus artificiel suivant un protocole génétique précis ? De vivre dans une ville-bulle à l'écart d'un monde ravagé en consommant les mêmes produits stéréotypés ? De mourir (dans la dignité ! ?) à l'instant fixé par le Grand Ordonnateur pour équilibrer les comptes des caisses de retraites ?

Science-fiction diront certains ! Pourtant les signes sont là. Les évolutions des biotechnologies rendront très vite possibles bien des choses. Le DPI¹³⁰ ouvre déjà la voie à l'eugénisme « scientifique ». Les progrès constants du génie génétique ouvrent certes nombre de possibilités, mais il nous appartient de

n'en retenir que ceux qui correspondent à la vocation réelle de l'humanité. Les autres doivent résolument être écartés par notre choix collectif libre. Le génie génétique ne nous protégera pas du réel ! Il en va de même de l'urbanisme dont l'évolution actuelle montre comment le retranchement du monde, le conformisme et la peur de l'Autre deviennent une tendance lourde. En effet, la création de quartiers hautement sécurisés dans les Amériques (Nord et Sud), comme la montée en puissance d'une normalisation forcée des comportements dans certaines villes sont les prémices d'évolutions très préoccupantes. Singapour est un territoire fort réduit, ce qui implique des contraintes environnementales très fortes. C'est un exemple significatif à cet égard du croisement de la problématique écologique et de la pression sociale et politique qui en résulte. Dans tous ces cas, il s'agit de tentatives désespérées de maintien des procédures de contrôle en présence d'un environnement non souhaité, que celui-ci soit appréhendé dans sa composante naturelle ou sociale. Guénola Capron, qui étudiait le phénomène des quartiers sécurisés en tant que géographe, mettait ainsi en évidence « l'usage de métaphores éminemment guerrières ou médiévales aux États-Unis [comme] symptomatique de ce sentiment de perte de contrôle, de violence sociale plus ou moins larvée (...). La fermeture est surtout un moyen de la production d'un sentiment de sécurité, d'une réassurance face aux risques dans un monde perçu comme instable, à un moment de déclin marqué de l'État Providence »¹³¹. Ce phénomène de fermeture qui se développe dans le monde entier est révélateur de la déliquescence des formes organiques des sociétés. La peur continue son travail de sappe dans tous les domaines. Peur de la vie, peur des autres, peur de soi et bien sûr peur panique de la mort ! Là encore, la

perte de contrôle n'est plus acceptable par nos contemporains. Là encore, des pressions constantes poussent à de nouvelles pratiques qu'il faut alors impérativement traduire dans la loi ! D'où les poussées continuelles pour la légalisation du suicide assisté. Elles illustrent parfaitement les techniques de conditionnement de l'opinion qui sont le préalable à l'obtention du consensus dans son acception nouvelle.

Mais non, le futur n'est pas écrit, ces sombres perspectives peuvent être écartées ! Toutefois, elles ne le seront de façon durable que par une découverte collective du message d'espoir de l'Église. Depuis deux mille ans, l'Église proclame la Bonne nouvelle. Le Christ nous l'a dit il y a deux mille ans : « Relevez-vous et n'ayez pas peur !¹³² ». Il est ressuscité, il a vaincu la mort pour notre salut !

Les premiers chrétiens pensaient ce salut proche pour l'ensemble de la création : l'apocalypse et le retour du Christ semblaient imminents. Erreur de perspective mais seulement à cause d'une vision historiciste, fruit de l'immanentisme hébraïque. Plus tard, les chrétiens ont privilégié une vision individuelle du salut. La foi devenait ainsi une relation personnelle à la Transcendance. Nouvelle erreur dont nous ne sommes pas sortis malgré les invites répétées du Magistère dont ce texte est un écho modeste. De fait, le salut est proche, il n'est ni devant, ni derrière nous, mais à côté de nous. Il revient aux hommes de le découvrir collectivement ; le Christ ne nous a-t-il pas assurés : « Et voici, je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin du monde »¹³³ ?

L'image de cette communion du Christ avec son Église, celle également de la communion des saints, voilà analogiquement les modèles de la construction d'une société chrétienne. Le Magistère, une fois encore, nous présente le choix avec

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

90. Source ADEME « Enquête sur les installations de traitement des déchets ménagers 2002 » page 17. Une stabilisation s'est produite dans les années suivantes, largement due à la prévention à la source en particulier par la baisse continue du poids unitaire des emballages (bouteilles, canettes, flacons,...) ; il est facile de comprendre que cette évolution positive se heurtera rapidement à sa limite physique !

91. Jean-Didier Lecaillon, *La famille source de prospérité*, Regnier, 2000, en particulier p. 32 : « Il suffit de considérer la famille comme une communauté d'intérêt offrant à ses membres des "utilités" matérielles ou immatérielles, qu'il est a priori difficile de se procurer sur les marchés ».

92. On est passé de 6 500 boîtes en 2001 avec le porte-conteneurs Nedlloyd Shakleton à au moins 11 000 boîtes en 2006 avec l'Emma Maerck 16 mètres de tirant d'eau. À chaque navire transbordé c'est ainsi 11 000 camions qui quittent le port pour rayonner dans toute l'Europe.

93. *Ibid.*, p. 82.

94. *Ibid.*

95. ROW : *rest of world*, acronyme en vogue outre atlantique pour désigner comme un tout, avec quelque condescendance, l'ensemble des pays du monde étrangers aux États-Unis.

96. *Ibid.*, p. 635.

97. Shmuel Trigano, revue *Controverses*, n°3 d'octobre 2006, « Le bel avenir de l'empire ottoman ».

98. Source cwa.org 5/12/1997 : U.S. Secretary of State Madeline Albright declared that « the furtherance of women's rights is a central priority of American foreign policy ». Stamping out sexism « is our mission ». On ne saurait être plus clair !

99. Adam Smith, *Leçons de jurisprudence*, 1762.

100. Acronyme pour « les investisseurs institutionnels ».

101. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 193.

102. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 317.

103. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 353.

104. « Pour tout changer, nous avons besoin d'abord de changer nos critères de jugement, nous avons besoin de prendre en compte la qualité et pas seulement la quantité. Si nous voulons favoriser un autre type de croissance, il faut changer notre instrument de mesure de la croissance. Là encore, la France veut donner l'exemple, en prenant l'initiative de réunir un groupe d'experts internationaux de très haut niveau pour réfléchir aux limites de notre comptabilité nationale et du PNB, et à la meilleure manière de les surmonter pour que la mesure du progrès économique soit plus complète,

pour qu'elle prenne mieux en compte les conditions réelles et la qualité de vie des Français, qui n'en peuvent plus de l'écart grandissant entre des statistiques qui affichent un progrès continu et les difficultés croissantes qu'ils éprouvent dans leur vie quotidienne. Ça mine la confiance, car plus personne ne croit dans les statistiques ». *Discours des vœux pour l'année 2008*, Nicolas Sarkozy.

105. Arthur Cecil Pigou a montré avant guerre que lorsqu'un gentleman épousait sa cuisinière, cette opération faisait baisser le PIB. En effet le service rendu (la confection des plats) est rétribué à la cuisinière par ses gages. Mais lorsqu'elle devient l'épouse de son ex-employeur (étant entendu qu'une nouvelle cuisinière n'est pas embauchée !), ce service ne fait plus l'objet d'une opération commerciale et n'est plus comptabilisé comme création de richesse.

106. On peut estimer que l'éducation 100% collective et professionnalisée « produirait » environ 250 milliards d'euros de PIB ; à mettre en relation avec les 1 800 M€ de PIB pour la France en 2006. La « réserve de croissance » a de quoi laisser rêveur.

107. Lettre encyclique *Centesimus annus*, Rome, 1991, n°39.

108. Littéralement : « choses nouvelles ».

109. *Liberté politique*, n°34, p. 79.

110. Lettre encyclique *Deus caritas est*, Rome, 2005, n°20.

111. Ozanam et Lacordaire débute leur action dès le début du XIX^e siècle.

112. Pie XI écrit : « C'est ici Notre tour de pourvoir aux nécessités des temps présents, d'apporter un remède efficace à la peste qui a corrompu la société humaine. Nous le faisons en prescrivant à l'univers catholique le culte du Christ Roi. La peste de notre époque, c'est le laïcisme, ainsi qu'on l'appelle, avec ses erreurs et ses entreprises criminelles. » *Quas Primas*, n°18.

113. Lettre encyclique *Deus caritas est*, Rome, 2005, n°26.

114. Cardinal Pie, *Œuvres*, tome VI, p. 434.

115. *Co* 1,13.

116. Affirmation reprise sans relâche par ses successeurs, comme dans *l'Allocution du 29 avril 1945 aux membres de l'Action catholique italienne* où Pie XII déclarait : « La doctrine sociale de l'Église est obligatoire. Nul ne peut s'en écarter sans danger pour la foi ».

117. Lettre encyclique *Quas Primas*, Rome, 1925.

118. *Ibid.*, n°5 : « Mais, pour entrer plus à fond dans Notre sujet, il est de toute évidence que le nom et la puissance de Roi doivent être attribués, au sens propre du mot, au Christ dans son humanité ; car c'est seulement du

Christ en tant qu'homme qu'on peut dire : Il a reçu du Père la puissance, l'honneur et la royauté ; comme Verbe de Dieu, consubstantiel au Père, il ne peut pas ne pas avoir tout en commun avec le Père et, par suite, la souveraineté suprême et absolue sur toutes les créatures ».

119. *Catéchisme de l'Église catholique*, n°36.

120. Lettre encyclique *Deus caritas est*, Rome, 2005, n°28.

121. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, n° 186.

122. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, n° 239.

123. On peut lire, avec le plus grand profit, le texte complet de sa déclaration à la presse le 5 janvier 2006 sur le site du ministère de l'éducation. www.education.gouv.fr. Le ministre y aborde sans ambiguïté les bases scientifiques de sa décision.

124. « Fe y alegria » est un mouvement dépendant de l'ordre jésuite, né dans les années trente au Venezuela. Il implique directement les parents dans le fonctionnement (et même la construction) des écoles et les professeurs dans le soutien scolaire. Les professeurs eux-mêmes bénéficient d'un soutien permanent du mouvement. Bien que ces établissements soient concentrés dans les zones difficiles (villages reculés, bidonvilles...), les résultats obtenus y sont systématiquement meilleurs que ceux des écoles d'Etat équivalentes.

125. *Jn* 8, 32.

126. *Catéchisme de l'Église catholique*, n°1733.

127. *Catéchisme de l'Église catholique*, n°1731.

128. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, n°242.

129. Revue *Aletheia*, n°9, juin 1996, p. 16.

130. DPI : diagnostic préimplantatoire. Il permet de sélectionner les embryons résultant d'une fécondation in vitro suivant des critères génétiques. Aujourd'hui seuls des critères « médicaux » sont utilisés mais la pression sociale est très forte pour dépasser ce seuil. On nous dira bientôt que la loi doit s'adapter à l'évolution des mentalités. Il faut également rappeler que le premier eugénisme moderne (celui des nazis) prétendait également à la scientificité. La « science des races » était regardée avec respect par de nombreux savants durant tout l'avant guerre ; c'est dire où une science déconnectée de la morale peut mener.

131. Guénola Capron, *L'Espace Géographique*, n° 2, avril-juin 2004, p. 100.

132. *Mt* 17, 7.

133. *Mt* 28, 20.

134. Lettre encyclique *Divini Redemptoris*, n°29.

135. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, n° 453.

136. Les trois vertus théologiques sont foi, espérance et charité, et les vertus cardinales justice, force, prudence et tempérance. Voir *Catéchisme de l'Église catholique*, article 7 du chapitre 4.

137. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, n° 82.

138. Ainsi Mgr Dominique Rey, évêque de Fréjus-Toulon, a mis en place un « observatoire socio-politique diocésain » en juin 2005.

139. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, n° 267.

140. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, n° 271.

141. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, n° 371.

142. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, n° 197.

143. Allocution prononcée à la cérémonie de clôture du colloque international sur la protection de la mer Adriatique, le 10 juin 2002, à Venise par le patriarche œcuménique Bartholomée I^{er}.

144. Alexandre Soljenitsyne, *Comment réaménager notre Russie*, Fayard, Paris, 1990, p. 61.

145. *Ibid.*, p. 78.

146. Dans *La Revue des Deux Mondes*, octobre-novembre 2007, p. 76.

147. *Somme théologique*, Q. 41 : « Or les sens n'appréhendent pas le futur, mais le présent ».

148. *Jn* 9, 3.